

## Elections portugaises : bataille pour le contrôle de la presse

A la veille de l'ouverture de la campagne officielle pour les élections législatives (2 décembre) et municipales (16 décembre), les forces politiques portugaises se disputent féroce-ment le contrôle des grands moyens d'information. Il s'agit ici essentiellement de la radio, de la télévision et de plusieurs quotidiens de Lisbonne et de Porto appartenant à l'Etat.

La bataille en question a été lancée par le parti socialiste, qui chercherait à reprendre ainsi pied dans plusieurs organes où son influence est tombée à zéro après son départ du gouvernement. C'est le cas, par exemple, de la radio où la responsabilité de l'information vient d'être confiée à Diego Pires Aurelio, un jeune journaliste connu pour ses « sympathies de gauche ». Des changements dans le même sens sont attendus également à la télévision, sur la première chaîne, qui reste plus ouverte que la seconde au discours de la droite.

Dans la presse écrite, la bataille la plus spectaculaire se livre aujourd'hui autour de « A Capital » et du « Diario de Noticias »,

deux des titres les plus anciens et prestigieux de Lisbonne. Les deux quotidiens, qui appartiennent à l'Etat depuis 1975, sont réunis au sein d'une même entreprise publique. Celle-ci est dirigée depuis peu par un jeune économiste, Daniel Amaral, de sens politique : il vient de lancer une petite bombe en laissant échapper que deux dirigeants socialistes, Antonio Reis et Arons de Carvalho, sont venus lui réclamer la démission des directeurs de « A Capital » et « Diario de Noticias ». Pour la droite, il s'agit là d'un comportement « honteux » de la part du PS, accusé encore de vouloir restaurer la censure au Portugal.

L'offensive lancée par le PS vient poser ainsi une fois de plus au Portugal le problème de la presse étatisée, dont les critères de fonctionnement, notamment pour ce qui concerne sa marge de manœuvre et de critique par rapport au pouvoir, ne sont pas très clairs.

J. A.

